



# Marie-Anne CHAPDELAINÉ

## Députée d'Ille-et-Vilaine

N° 21

Infos Thématiques

Ci-dessous quelques informations relatives à l'actualité politique de la semaine.

### Réformer la France et avancer dans le dialogue

- La réforme territoriale, dont les deux projets de loi qui l'engagent ont été présentés en Conseil des ministres mercredi, poursuit 3 objectifs principaux. Un objectif de simplification : simplifier et clarifier le rôle des collectivités locales. Un objectif économique : faire des territoires les moteurs du redressement économique du pays. Un objectif de justice sociale : renforcer les solidarités territoriales et humaines ;
- La loi sur la transition énergétique, dont les orientations ont été présentées mercredi, dessine un nouveau modèle énergétique qui permettra de créer 100 000 emplois en 3 ans et sera l'occasion de baisser la facture énergétique de la France, grâce à : la rénovation des bâtiments, le développement des transports propres, des énergies renouvelables, la lutte contre les gaspillages, ... ;
- La loi santé, dont les grandes orientations ont été présentées jeudi, fera de la prévention une priorité, s'attachera à faciliter l'accès aux soins, à lutter contre les inégalités, à conforter les droits des patients. Grâce à la généralisation du tiers-payant, les Français ne paieront plus chez le médecin. Chaque passage à l'hôpital donnera lieu à un relevé de ce que cela coûte ;
- La stratégie Tourisme présentée jeudi, fixe un objectif : accueillir 100 millions de touristes étrangers en 2020, contre 83 millions en 2012, pour créer des centaines de milliers d'emplois non-délocalisables. Il faut pour cela travailler notre offre touristique, améliorer l'accueil des étrangers, mettre le numérique au cœur du tourisme, développer la formation, rendre les vacances largement accessibles ;
- La politique de la ville évolue. Sa nouvelle géographie présentée mardi est basée sur le critère unique des revenus des habitants. Parmi les 1 300 quartiers identifiés, 100 communes bénéficieront pour la 1ère fois de la politique de la ville : les territoires concernés se situent tant en périphérie de grandes agglomérations, qu'en centre-ville ou encore dans des villes moyennes ;
- La concrétisation du Pacte de responsabilité s'est poursuivie, avec la présentation du PLFRSS mercredi, l'engagement du débat parlementaire et le dialogue ouvert avec le Parti socialiste.
- S'agissant des intermittents, le gouvernement s'est tenu à la voie du dialogue et de la réforme. C'est même sans doute la première fois qu'un gouvernement propose d'engager une refondation par une discussion tripartite (cf. infra).
- S'agissant de la grève SNCF, le gouvernement s'est tenu également à cette voie, pour sauver le système ferroviaire français (cf. infra).

### Veiller aux intérêts du pays

- S'agissant d'Alstom, l'Etat a fait preuve de vigilance patriotique en posant ses conditions

## Maintenir l'engagement de la France dans les affaires du monde.

- S'agissant de la situation en Irak, le président de la République a notamment réuni jeudi un Conseil restreint de défense. La France souhaite que le dialogue soit engagé pour mettre rapidement en place un gouvernement d'unité nationale. Elle est prête à contribuer au renforcement du soutien aux forces qui combattent en Syrie les groupes jihadistes.

## INTERMITTENTS

La culture est l'âme-même de notre pays. Les intermittents ne sont pas des privilégiés. La culture est un bien commun qui doit être accessible au plus grand nombre. C'est aussi un atout pour notre économie. Depuis plus de 50 ans, la France a su trouver un consensus pour donner à la culture toute sa place dans nos politiques publiques. Face à la mondialisation, plus que jamais, la France doit soutenir la culture.

« Il fallait trouver un chemin ». « Il y a une convention qui a été signée entre les partenaires sociaux [et qui] sera agréée la semaine prochaine » et il faut en même temps « sortir de la difficulté que connaissent les intermittents depuis des années » (PM, 20/06/14) :

- « Il fallait respecter l'accord conclu entre les partenaires sociaux qui ne concernait pas que les intermittents, il concernait l'ensemble des chômeurs. » « Il était invisable que le gouvernement mette en cause un accord majoritaire ». « La méthode de ce quinquennat, c'est le dialogue social » ;
- « En même temps, il fallait un signe ». C'est pour cela que l'Etat prendra lui-même à sa charge le différé d'indemnisation prévu par l'accord, à titre transitoire et dans l'attente d'une refondation globale. « C'est pour cela que chacun [a été invité] à se mettre autour de la table [pour] discuter [...] d'une refondation du régime des intermittents » d'ici la fin de l'année. « C'est sans doute la première fois qu'un gouvernement propose [cette refondation] par une discussion tripartite ».

## SNCF

« Il est temps que cette grève s'arrête ». « Nos concitoyens, notamment les usagers, qui ont beaucoup de respect à l'égard des cheminots, ne comprennent pas le sens de cette grève » (PM, 20/06/14) :

- « Il y a un texte de loi qui vient d'être débattu à l'Assemblée nationale et qui sera voté mardi prochain ». Il « permet à la SNCF de préserver ses grandes missions de service public, [...] permet un nouveau rôle pour la SNCF et RFF, [et] préserve évidemment le statut des cheminots » ;
- « Tous les syndicats dont la CGT ont été associés au travail sur ce texte. Des amendements qui [...] améliorent le projet de loi ont été adoptés. Ils renforcent le statut de la SNCF, et notamment la capacité de décision entre les trois structures qui fonderont demain la nouvelle SNCF » (PM, 20/06/14) ;
- Le trafic connaît une nette amélioration (plus de 8 trains sur 10 en service aujourd'hui). La reprise globale du travail (seul 6.8% de grévistes aujourd'hui) est nécessaire pour permettre le retour à la normal attendu des français.

## CHOIX ECONOMIQUES EUROPEENS

« Nous avons besoin que l'Europe joue pleinement son rôle » et qu'elle soit « totalement mise au service de l'investissement et de la croissance » (PM, 20/06/14) :

- « François Hollande, Matteo Renzi, Sigmar Gabriel, ont dit au fond la même chose : il faut que l'Europe se concentre sur, la croissance, l'investissement, l'avenir, c'est-à-dire l'énergie, qui est le grand dossier de l'Europe » ;
- « Cela fait avancer le débat ». « Il faut une feuille de route claire ». « Il faut le faire dans le respect de nos traités, il faut le faire dans le dialogue avec l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement »;
- « La France va continuer à lutter contre le déficit et la dette ». « Il faut plus de souplesse » (PM, 20/06/14). « Il ne s'agit pas de changer les règles. Les règles sont les règles. Il faut simplement trouver le bon rythme pour chacun de nos pays notamment les plus en difficulté (M. Sapin, 19/06/14)».
- « La grande priorité de la présidence italienne, c'est l'emploi des jeunes » : « il faut aller encore plus loin que les mesures qui ont déjà été prises grâce aux initiatives franco-allemandes » (PM, 20/06/14).